



Déclaration liminaire de la FNEC FP FO 49

CDEN du 19 février 2018

*Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,
Monsieur le Préfet,
Monsieur le Directeur Académique,*

La FNEC FP FO 49 dénonce toujours la "réforme" dite "des rythmes scolaires" qui crée des écoles de territoires contre le cadre national de l'Ecole républicaine égalitaire, laïque et gratuite. Cette réforme laisse le fonctionnement de l'Ecole aux mains des collectivités territoriales qui, pour les plus politiques, prennent le pouvoir... et notre département n'est pas le moins illustratif!

Alors que toute la couronne parisienne revient à 4 jours, alors que c'est "la déferlante" au niveau national (*Marseille, Lyon, Nice, Bordeaux, Lille, Montpellier, Reims, Le Havre, St-Etienne, Toulon, Nîmes, Le Mans, Limoges, Tours, Amiens, Perpignan, Besançon, Orléans, Caen, Dunkerque, Versailles, La Rochelle, Cannes, Calais, Colmar, Drancy, Ajaccio, Quimper, Chambéry, Lorient ...*), alors que 80% des communes au niveau national demandent à repasser aux 4 jours, la FNEC FP FO 49 dénonce les questionnaires orientés des Mairies politiques du département, les interdictions faites par les représentants de l'Education Nationale dans certaines circonscriptions de tenir les conseils d'écoles avant fin décembre ou même de voter sur la question des 4 jours, expliquant aux collègues que ce serait illégal (!) Certains Maires n'hésitent pas à bafouer la démocratie communale, à manipuler les enquêtes et les sondages, à leur faire dire l'inverse... et à rappeler aux enseignants qu'ils n'ont plus qu'à se soumettre malgré l'avis ultra majoritaire.

Alors que 190 collègues enseignant à Angers ont signé une pétition pour le retour à 4 jours, pour le respect des missions des ATSEM et pour le réemploi des animateurs pour des TAP de qualité gratuites le mercredi en centre de loisirs, alors que ces collègues ont fait remonter des témoignages accablants sur la situation dans les écoles depuis la mise en place des rythmes scolaires, les pétitions et les témoignages ont été rangés au fond d'un tiroir, et le Maire a tranché, avec des accents de Ministre de l'Education Nationale ... en faveur bien sûr de la territorialisation! De même, alors que 4 Conseils d'écoles sur 5 ont voté 4 jours, que les parents sont à 66% pour les 4 jours, les Ponts de Cé décident de poursuivre. A Saumur où 12 conseils d'écoles sur 13 se sont prononcés pour les 4 jours et où les sondages montrent qu'une grande majorité des familles sont pour 4 jours, la question des conditions d'apprentissage des élèves et des conditions de travail des enseignants ne semblent pas retenir l'attention, pas plus que celle de la mise en concurrence déloyale avec les écoles catholiques : la mairie attend pour prendre sa décision mais le Maire indique qu'il se prononce personnellement pour 4,5 jours... De belles leçons de démocratie version "nouvelles communes" ont également eu lieu sur Loire Authion et Verrières en Anjou jeudi dernier...

La FNEC FP FO 49 demande que toutes les dérogations pour 4 jours soient accordées et que le point de vue ultra majoritaire soit entendu, que les dérogations à 80% nationalement redeviennent la norme! L'école doit rester l'Ecole, une école qui ne doit pas être empêchée d'instruire ses élèves.

Car les rythmes scolaires font partie des fléaux pour l'Ecole publique, ...

- 651 élèves dans les écoles primaires!...

FO dénonce cette saignée organisée depuis des années par les contre réformes que pour notre part, nous combattons fermement... 2015, 2016, 2017, 2018 : rythmes scolaires, non remplacement, quotas pour les moins de 3 ans, ... et maintenant inclusion systématique d'enfants "à besoins particuliers" qui, scolarisés en milieu ordinaire, n'ont plus accès à l'enseignement adapté auquel ils ont droit, l'enseignement spécialisé étant réduit peu à peu à néant, économies obligent...

En ce qui concerne le 2nd degré, Les dotations sont en nette baisse, comme il était attendu en cette deuxième année d'application de la réforme du collège, où il n'est plus nécessaire de faire passer la pilule. Son vrai visage s'affiche aujourd'hui : les 3 heures d'autonomie prévues par classe ne permettent pas le maintien de toutes les options (latin, dédoublements en sciences et en langues....). C'est la concurrence entre collègues qui s'installe. La baisse des IMP se poursuit, ce qui ne fait qu'accroître les tensions dans les équipes. La FNEC FP FO 49 dénonce l'augmentation du nombre d'élèves par classe en 5^{ème}, puisque les seuils passent de 28 à 30. Seul le seuil de 6ème reste à 28. Nous revendiquons 24 élèves maximum par classe.

Force Ouvrière se félicite du maintien des structures Vilar et Lurçat, et des travaux de rénovation prévus. Néanmoins, aucun collègue de cycle 3 de Paul Valéry et de Voltaire n'étant volontaire pour l'expérimentation de classes de CM intégrées au collège Lurçat, ce projet ne peut voir le jour. Comme sur les rythmes scolaires, FO ne laissera pas ce dossier en l'état et sans aider à la mobilisation de tous : il s'agit d'une attaque majeure contre le Statut de fonctionnaire d'Etat!

La FNEC FP FO se félicite du maintien du collège de Mauges sur Loire (St Florent le Vieil). Pour ce dernier la modification de la carte scolaire est cohérente. Cependant l'augmentation des effectifs qui en découlera restera modeste et ne saura compenser la perte d'élèves causée par l'ouverture du nouveau collège de Varades. Ce dernier est situé à seulement 3 kilomètres de Saint Florent. Nous demandons pour faire remonter les effectifs de doter toutes les communes du secteur de saint Florent d'une école publique. Nous refusons la création d'une structure particulière de type enseignement adapté (SEGPA) dans ce collège »

Poursuite de la destruction de la l'Ecole publique de la base jusqu'au sommet via les contre réformes qui la saignent, la territorialisent, via les suppressions de postes et la casse du Statut de fonctionnaire d'Etat ... voilà la politique poursuivie par le gouvernement : casse du baccalauréat comme diplôme national et premier grade universitaire, sélection à l'Université avec *Parcoursup*, privatisation voulue de la formation professionnelle avec la fusion programmée des lycées professionnels et des CFA : il s'agit **d'un plan d'ensemble d'atomisation du service public républicain, de privatisation.**

Les attaques contre tous les secteurs de la Fonction Publique (Etat, Territoriale et Hospitalière) sont sans précédent alors que le gouvernement vient de lancer CAP 2022 dont "*l'un des objectifs principaux est de privatiser ou d'abandonner des missions de service public*" : remise en place du jour de carence, gel du point d'indice, augmentation de 1,7% de la CSG (dont nous attendons toujours la compensation promise), mise en œuvre du protocole « PPCR » contre le Statut, menace sur nos pensions, mécanique d'ensemble voulue par le gouvernement de "transformation de l'action publique", c'est à dire la casse généralisée du Statut de fonctionnaire et la suppression massive de postes via, entre autre, un plan de départs volontaires de 120 000 fonctionnaires, qui seraient remplacés en partie par des contractuels moins coûteux !

Tous les fonctionnaires sont confrontés au gel des salaires, aux suppressions de postes et à une dégradation sans précédent des conditions de travail. Au moment où les agents des EHPAD se mobilisent massivement, après les fonctionnaires de la pénitencier, il est temps de dire STOP toutes fonctions publiques confondues! FO, la CGT, la FSU, Solidaires, la CFE-CGC et la CFTC appellent ensemble les fonctionnaires des trois fonctions publiques à la mobilisation le 22 mars prochain. La grève pour la défense de nos services publics est à l'ordre du jour.